

*Loi sur le transport du grain de l'Ouest*

unissent notre pays de l'ouest à l'est, tout en tenant compte de l'immensité du territoire et de la diversité des besoins régionaux.

Le 16 juin, j'ai exposé à la Chambre les raisons qui militent en faveur du maintien du tarif du Nid-de-Corbeau et je ne veux pas répéter tout ce que j'ai dit en détail. Nous devons conserver le tarif du Nid-de-Corbeau pour remplir la promesse de la confédération et soulager aussi les agriculteurs de l'Ouest d'une partie des coûts de transport actuels. Ces frais doivent être assumés par tous les Canadiens, au même titre que les coûts de transport routier et d'autres systèmes. Les sociétés ferroviaires ont été largement indemnisées pour le tarif du Nid-de-Corbeau. Le chemin de fer du Canadien Pacifique s'est enrichi grâce aux droits fonciers, miniers et forestiers qui lui ont été concédés dans le cadre de l'accord original. Nous disons toutefois que si les chemins de fer peuvent prouver que le transport du grain leur fait perdre de l'argent les contribuables doivent payer jusqu'à 380 millions des frais, mais qu'il ne faut plus leur faire de cadeaux.

Le 16 juin, j'ai aussi parlé du prix que paiera la Colombie-Britannique, si les libéraux haussent le tarif de transport du grain comme le préconisent les conservateurs. Cela voudrait dire une perte de revenu de 30 p. 100 pour les agriculteurs de cette province vers 1992. Beaucoup de gens de la Colombie-Britannique ne sont pas conscients de cela. Une autre conséquence inévitable serait l'acheminement du grain par les États-Unis, par les voies que le CP et le CN sont déjà en train d'améliorer. Cela signifierait bien entendu une perte d'emplois, particulièrement dans le secteur de la navigation en Colombie-Britannique et pour les céréaliers, les débardeurs et de nombreux commerçants. Cela aurait également des répercussions sur les consommateurs de cette province qui devraient payer leur pain 5c. de plus.

Aujourd'hui, monsieur le Président, j'ai découvert à la lecture d'un livre de John Gallagher intitulé *To Kill the Crow* que le manque à gagner pour la Colombie-Britannique serait de \$8,553,000. Les habitants de cette province et ceux des Prairies et, en fait, tous les Canadiens subiraient une perte très importante.

La seconde question qui, selon nous, devrait être étudiée séparément est celle de la réfection du réseau de transport ferroviaire et du réseau de transport en général pour l'acheminement des céréales, du charbon et d'autres produits. C'est une question tout à fait distincte du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, monsieur le Président. Cela fait longtemps que nous prétendons que notre réseau de transport doit être amélioré et modernisé.

Certains ont prétendu que nous étions contre la création d'emplois et la réfection de notre réseau de transport. Rien n'est plus faux, monsieur le Président. Nous devons améliorer nos voies et nos tunnels et nous devons nous assurer de l'établissement d'usines modernes de fabrication de wagons couverts, surtout en Colombie-Britannique. L'usine Modern Squamish Rail Car employait plus de 300 personnes, mais le crédit social et le gouvernement libéral l'ont fait disparaître à une époque où on en avait besoin plus que jamais. Bien sûr, nous préconisons également une amélioration des moyens de transport en général.

Cependant, nous insistons, monsieur le Président, pour que l'argent du contribuable ne soit pas investi dans les compagnies

de chemin de fer à moins que les Canadiens ne puissent s'assurer une prise de participation en échange. Il ne s'agit plus de faire des dons au Canadien Pacifique qui s'en est toujours servi, afin de grossir ses profits. Comme vous le savez, monsieur le Président, nous avons prôné un investissement de 550 millions de dollars pour l'amélioration du réseau ferroviaire et la création d'emplois.

La troisième question porte sur la redistribution des terres houillères du Dominion. Il s'agit d'une question que les habitants de la Colombie-Britannique connaissent, selon moi, mal. Dans les années 1880, ils ont donné au Canadien Pacifique un gros gisement de charbon qu'on a mis à la disposition du gouvernement fédéral. La proposition du ministre des Transports (M. Pepin) aura pour effet de faire disparaître le plafond imposé sur le prix de ce charbon, mais il ne dit absolument pas qui possèdera la réserve de 450 millions de dollars et en profitera. Cette ressource appartient aux habitants de la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral devrait la rendre à la province. Le gouvernement ne nous a rendu aucun compte sur cette question lors du débat sur ce projet de loi.

Je voudrais me reporter de nouveau au livre intitulé *To Kill the Crow* qu'a publié récemment John Gallagher. Tout le livre est extrêmement pertinent et plusieurs extraits le sont, selon moi, encore plus. Je veux d'abord vous lire ce que le juge Emmett Hall a déclaré à ce sujet:

Si l'on accepte un jour de modifier le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau ou si ce dernier fait l'objet de négociations, tout sera perdu. Lorsque ce tarif aura été débattu à la table de négociation, ce ne sera qu'une question de temps avant qu'il ne disparaisse progressivement. La seule position valable à adopter consiste à refuser catégoriquement de négocier le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau.

C'est là la position adoptée par notre parti, le seul qui prétend que nous devons conserver le tarif du Nid-de-Corbeau à tout prix. Pour reprendre le slogan qu'on pouvait lire sur nos chapeaux cet après-midi: «Maintain the Crow, Pepin must go».

Or, quelles positions les autres partis ont-ils prises sur cette question, monsieur le Président? Nous connaissons celle des libéraux. Comme l'a dit M. Gallagher, les activités et positions des libéraux fédéraux sont bien connues. M. Gallagher a une énorme documentation sur les largesses qui sont faites, tant les manquements aux promesses faites aux agriculteurs de l'Ouest que les cadeaux aux sociétés ferroviaires. Soit dit en passant, j'ai appris que les actionnaires du CP ont vu leurs caisses grossir de plus de 134 millions de dollars le jour où le gouvernement fédéral a annoncé qu'il n'honorerait plus l'Accord du Pas du Nid-de-Corbeau.

Que dire des députés du parti progressiste conservateur? Quelle est leur position, mise à part l'attaque qu'ils ont livrée aujourd'hui au NPD? Ils s'en sont pris à nous parce que nous constituons leur véritable opposition et parce qu'ils savent que nous sommes les seuls à ne pas avoir cessé de défendre le tarif du Nid-de-Corbeau et les améliorations au réseau de transport. La moitié des députés conservateurs sont en faveur, mais pas de la même façon que nous, d'une version modifiée du tarif du Nid-de-Corbeau parce qu'ils viennent de l'Ouest; l'autre moitié est contre. J'aimerais bien savoir dans quelle situation cela laisse les agriculteurs de l'Ouest, monsieur le Président.

Que dire du millionnaire de l'Est qui est devenu le nouveau chef du parti progressiste conservateur? Nous savons qu'il a rejoint cet autre millionnaire du Québec et qu'ils ont la même position à l'égard du projet de loi.

**Une voix:** Qu'y a-t-il de mal à réussir?